



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND URBAN DEVELOPMENT

BAMENDA CITY COUNCIL

C2D PROGRAM «REGIONAL CAPITALS 2»

LOCAL COORDINATION UNIT



Avis à Manifestation d'Intérêt

No. 001 /EOI/BCC/C2D-CR/LCU/2024 du 1.3.FEV.2024

Pour la maîtrise d'œuvre complète des projets de construction et de
réhabilitation d'équipements sportifs de proximité dans la ville de Bamenda
dans le cadre du Programme Sport Capitales Régionales « SPORCAP »

A. Objet de l'Appel à Manifestation d'Intérêt

Le Maire de la ville de Bamenda a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (l'"AFD"), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre du projet de construction et de réhabilitation d'équipements sportifs de proximité (SPORCAP).

Le projet SPORCAP vise à rendre le sport accessible pour toutes et tous par la réalisation d'infrastructures sportives de proximité à Bafoussam, Bamenda, Bertoua, Garoua et Maroua, et le renforcement des capacités des acteurs sportifs camerounais.

Le projet comprend 3 grandes composantes regroupant les interventions ci-dessous :

1. Composante 1 : aménagement urbain en faveur de la jeunesse via des équipements sportifs

- Création/réhabilitation d'infrastructures sportives de proximité (y compris les aménagements connexes) ;
- Définition des modalités de gestion, d'entretien et d'animation des futures infrastructures.

2. Composante 2 : Mise en place d'un programme de Renforcement de capacités des acteurs sportifs camerounais

- Soutien des acteurs sportifs camerounais notamment dans l'animation des équipements sportifs (formation et renforcement des capacités) ;
- Soutien à la mise en œuvre de la politique publique camerounaise en matière de sport pour tous.

3. Composante 3 : volet transversal de pilotage, maîtrise d'ouvrage du projet et de renforcement des capacités de la MOA

- Appui sur le pilotage pour les deux composantes (équipements sportifs et renforcement des capacités des acteurs sportifs camerounais) ;
- Renforcement des capacités des acteurs en charge de la MOA.

B. Consistance des prestations

Les Services du Candidat auront pour objet la **maîtrise d'œuvre complète en un seul lot** des projets de construction et de réhabilitation des équipements sportifs de proximité suivants :

Sites d'intervention du projet	Coût d'objectif (FCFA - TTC)
Parcours Vita	463 000 000
Nibung Mile 4	305 000 000
Government School Station	218 000 000
Total	986 000 000

Les services portent sur l'ensemble des sites ci-dessus, et comprennent deux (02) tranches :



- **Tranche Ferme portant sur le programme final ainsi que les études techniques et comprenant :**
 - L'élaboration d'un programme détaillé pour chaque site d'infrastructures sportives repartant des conclusions de l'étude de faisabilité, la production d'un programme intégrant les exigences et attendus fonctionnels, de gestion, architecturaux et techniques.
 - La réalisation des études techniques, sommaires et détaillées des projets relatifs à la mise en œuvre des infrastructures sportives décrites et validées dans le programme précité. Ces études devront couvrir l'ensemble des aménagements prévus par le programme : la viabilisation des sites, la construction des terrains (football, handball, basketball, volley), la construction des gradins, les pistes d'athlétisme en terre battue, la réhabilitation de gymnases, plateaux de sport de combat couvert, vestiaires et toilettes en brique/béton, candélabres solaires, plantation d'arbre, aménagement paysagers, etc.). Les études de conception des infrastructures sportives devront tenir compte des orientations du Projet SPORCAP en matière d'enjeux d'intégration paysagère, de changement climatique, d'impact social et de lutte contre les inégalités d'accès et de genre. Les conclusions/recommandations de l'appui genre et les contributions de l'opérateur de la composante 2 de SPORCAP devront être prises en compte par les MOE complètes dans la conception des infrastructures sportives.
 - La réalisation des études d'impact environnemental et social desdits projets, y compris les documents de gestion correspondants et les études socio-économiques. Il est attendu l'élaboration de notices d'impact environnementaux et sociaux (NIES), pour chaque équipement sportif (sous-projet) ou groupe d'équipement sportif. Les NIES incluront également un Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES). Cette tâche sera réalisée conformément au cadre national de l'évaluation environnementale et sociale.
 - La préparation des dossiers d'appel d'offres pour les marchés de travaux devant permettre la réalisation des ouvrages, et l'assistance à l'autorité contractante dans le processus de sélection et de contractualisation des entreprises notamment par l'analyse des offres, l'appui aux demandes d'éclaircissement, etc.
- **Tranche conditionnelle portant sur le contrôle et la supervision desdits travaux et comprenant :**
 - Le visa et la validation des études et dispositions techniques (VISA)
 - La direction et contrôle de l'exécution des travaux, y compris l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des chantiers.
 - Le suivi de la mise en œuvre des PGES-Travaux par les Entreprises.
 - L'Assistance aux Opérations de Réception (AOR) et le suivi des ouvrages pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

L'attention des Consultants est attirée sur le fait que l'affermissement de la tranche conditionnelle est assujéti à la bonne réalisation de la tranche ferme.

C. Financement

Les prestations seront financées par l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre de la convention CCM 1819 du projet SPORCAP.

Cette convention n'a toutefois pas encore été signée, mais devra l'être avant la transmission des demandes de proposition pour l'appel d'offres restreint.

D. Délais d'exécution

Les délais maximums prévus par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations sont de :

- **Neuf (09) mois** pour la tranche ferme (y compris les délais nécessaires à l'examen et l'approbation des documents remis)
- **Vingt-quatre (24) mois** pour la tranche conditionnelle (y compris les délais nécessaires pour le repli, la remise en état des sites et la production du dossier de recèlement)



- Douze (12) mois pour la période de garantie des ouvrages

La durée de la passation des marchés de travaux est estimée à huit (08) mois

E. Candidats autorisés à concourir

Le Maire de la ville de Bamenda invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux Bureaux d'études.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres.

ou

- une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

F. Critères d'évaluation des candidatures

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- De l'ampleur des marchés ;
- De la nature des Services :
 - o Etudes techniques détaillées
 - o Conseil en programmation sportive et gestion d'équipements de sport de tout niveau
 - o Supervision de chantier avec suivi de PGES-Travaux
- Du domaine et de l'expertise technique : prestations intellectuelles dans les travaux d'infrastructures ;
- Du contexte géographique : en Afrique subsaharienne.

Le Client examinera également la pertinence des Manifestations d'Intérêt au regard des critères suivants :

- Compétences et disponibilités internes en matière d'appui technique apporté aux experts situés dans le pays ;
- Correspondants/partenaires locaux ;

En raison du risque sécuritaire dans les zones où doivent être réalisés les Services, l'évaluation des Manifestations d'Intérêt vérifiera que les candidatures répondent aux critères suivants :

- Le Candidat possède au moins une expérience de prestations en zone à risque sécuritaire similaire, pour laquelle il fournira une preuve de mise en œuvre de mesures de sûreté



(facture ou contrat avec prestataire sûreté, justificatifs de sensibilisation au départ sur site, etc.).

- Le Candidat possède des procédures internes de gestion de la sûreté et fournira la description de son dispositif de veille et de son dispositif de gestion des crises.
- Le Candidat dispose, pour des prestations réalisées à l'étranger, d'un contrat d'assistance et de rapatriement de ses collaborateurs : il fournira l'attestation le justifiant.
- Le Candidat décrira son processus standard de préparation au départ en mission dans des zones sensibles, et joindra des justificatifs de sa mise en œuvre (ordres de mission avec consignes associées, attestations d'actions de sensibilisation ou de formation, etc.).

En cas de Groupement, son mandataire ainsi que tout membre ayant son siège en dehors du pays du Client devront remplir chacun de ces critères.

Une candidature ne répondant pas à l'une quelconque de ces exigences sera écartée.

G. Résultats de l'Appel à Manifestation d'Intérêt

Le Maire de la ville de Bamenda dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

La demande de proposition devrait être adressée en **mars 2024** et tiendra lieu de résultat du présent Avis à Manifestation d'Intérêt. Les prestations proprement dites devraient démarrer au deuxième trimestre 2024.

H. Remise des dossiers de manifestation d'intérêt

Les Manifestations d'Intérêt, rédigées en français ou en anglais en quatre (04) exemplaires papiers dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme telles et une (01) copie numérique doivent être déposées à l'adresse ci-dessous :

Communauté Urbaine de Bamenda ou

La Cellule Locale De Suivi de Bamenda

Téléphone : +237 677 63 71 66

Les candidatures devront parvenir au plus tard le **14 MARS 2024** (21 jours après publication), avec la mention :

Avis A Manifestation D'intérêt

N°..... du

Pour la maîtrise d'œuvre complète des projets de construction et de réhabilitation d'équipements sportifs de proximité dans la ville de Bamenda dans le cadre du Programme Sport Capitales Régionales « SPORCAP »

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux heures ouvrables à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Communauté Urbaine de Bamenda

Cellule Locale de Suivi du programme C2D-Urbain ou Cellule Locale du Projet

Téléphone : +237 677 63 71 66

E-mail : luc2d@bamenda@gmail.com et netabotond@gmail.com

Cc:

1. MINMAP;
2. CIPM CUB;
3. CUB;
4. CCS;
5. PCRIB;
6. AFD;
7. SOPECAM, for publication;
8. Notice board.





**Annexe à la Manifestation d'Intérêt
(A fournir signée avec la candidature, sans modification du texte)**

Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale

Intitulé de l'offre/de la proposition/du Marché signé¹ _____ (le "Marché")

A : _____ (le "Maitre d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maitre d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maitre d'Ouvrage. Le Maitre d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la **préparation et de la mise en œuvre du processus de passation du Marché** et de son exécution. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, et nos sous-traitants. Selon qu'il s'agit d'un Marché de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maitre d'Ouvrage peut également être dénommé Client, Entrepreneur ou Acheteur.
2. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes dans l'un des cas suivants :
 - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2 Avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une sanction administrative définitive, d'une condamnation définitive prononcée par une autorité compétente, ou de toute autre résolution hors procès³ ayant notamment un effet extinctif de l'action publique, soit (i) dans le pays dans lequel nous sommes établis, (ii) dans le pays de réalisation du Marché, (iii) dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD, (iv) prononcée par une institution de l'Union européenne ou (v) prononcée par une autorité compétente en France, pour :
 - a) des faits de Pratiques prohibées, telles que définies à l'article 6.1 ci-après, ou pour tout **délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché** (dans l'hypothèse d'une telle sanction, condamnation, ou résolution hors procès, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité des informations complémentaires, tel un programme de conformité, pour justifier que nous (ou la personne agissant en notre nom, le membre de notre groupement, ou notre sous-traitant) considérons que la **sanction, condamnation ou résolution n'est pas pertinente** dans le cadre du Marché, le cas échéant) ;
 - b) **des faits de participation à une organisation criminelle, d'infractions terroristes ou liées à des activités terroristes, de travail des enfants, ou autres infractions liées à la traite des êtres humains ;**
 - c) avoir créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale applicable sur le territoire où se trouve son siège statutaire, son administration centrale ou son principal

¹ Pour le cas d'un marché déjà signé à refinancer.

² Dirigeants (incluant notamment toute personne membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle), employés ou agents (qu'ils soient déclarés ou non).

³ Dont notamment les Convention Judiciaire d'Intérêt Public (CJIP), décision faisant suite à une Comparution sur Reconnaissance Préliminaire de Culpabilité (CRPC), accord de résolution négociée ou toute autre forme similaire de transaction mettant un terme aux poursuites.



- établissement ou (ii) pour le fait d'être une entité créée dans l'intention de soustraire à de telles obligations ;
- 2.3 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à ses torts exclusifs au cours des dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles de l'exécution d'un marché, sous réserve que cette résiliation n'ait pas fait l'objet d'une contestation de sa part qui soit en cours de traitement ou qui ait donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à ses torts exclusifs ;
- 2.4 Faire l'objet d'une mesure d'inéligibilité prise par une des banques multilatérales de développement signataires de l'accord de reconnaissance mutuelle du 9 avril 2010⁴ (dans l'hypothèse d'une telle mesure d'inéligibilité, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette mesure d'inéligibilité n'est pas pertinente dans le cadre du Marché), le cas échéant ;
- 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de ses impôts ou des cotisations sociales selon les dispositions légales de notre pays d'établissement, ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
- 2.6 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ni nos actionnaires directs ou indirects, ni nos filiales, agissant avec notre connaissance ou consentement :
1. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions individuelles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 2. n'est directement ou indirectement visé, contrôlé par une personne ou une entité visée, ou agit au nom ou pour le compte d'une personne ou entité visée par des mesures de sanctions sectorielles adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France ;
 3. n'est inéligible pour la réalisation du projet en raison de toute autre mesure de sanctions internationales prononcée par les Nations Unies, l'Union européenne ou la France.
4. Nous attestons que ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, ne sommes [ni n'avons été (en cas de refinancement d'un marché déjà attribué)] dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 4.1 Etre un actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 4.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre candidat, soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre candidat, soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre candidat, soumissionnaire ou consultant nous permettant (i) d'avoir donné, et/ou de donner accès à des informations contenues dans nos candidatures, offres ou propositions respectives de nature à fausser le jeu de la concurrence, (ii) de les influencer, ou (iii) d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

⁴ Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement, Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement et Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.



- 4.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, ne peut être incompatible avec la mission envisagée pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
- 4.5 Avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a préparé des spécifications, termes de références et autres documents qui ont été utilisés dans le cadre de la procédure de passation du présent Marché, et qui contiennent des informations de nature à favoriser une candidature, offre ou proposition ;
- 4.6 Avoir accès ou eu accès, avoir préparé soi-même, être ou avoir été associé à une personne physique ou morale qui a accès, eu accès, ou préparé des spécifications, plans, calculs, **études et autres documents qui n'ont pas été communiqués à l'ensemble des candidats, soumissionnaires ou consultants** dans le cadre de la présente passation de Marché, et qui confèrent ainsi un avantage compétitif indu ;
- 4.7 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un Marché de travaux, équipements ou fournitures, être soi-même recruté, ou devoir l'être (ou que l'une des **entreprises auxquelles nous sommes affiliées le soit, ou doive l'être**), pour effectuer la supervision ou le contrôle des prestations dans le cadre du Marché.
5. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 6.1 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'avons commis ni ne commettrons de Pratique prohibée telle que définie dans le document intitulé "Politique générale du groupe AFD en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques prohibées", disponible sur le site Internet de l'AFD³ ;
- 6.2 Ni nous, ni quiconque agissant en notre nom², ni l'un des membres de notre groupement, ni l'un de nos sous-traitants, n'allons acquérir ou fournir (n'avons acquis ou fourni (en cas de **refinancement d'un marché déjà attribué**) de matériel ni intervenir (ne sommes intervenus (en cas de **refinancement d'un marché déjà attribué**) dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.
7. Nous nous engageons à, et nous nous engageons à ce que quiconque agissant en notre nom², tout membre de notre groupement, tout sous-traitant **s'engage à** :
- 7.1 respecter les normes environnementales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions internationales pour la protection de l'environnement, et notamment à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter ou limiter les effets négatifs sur la végétation, la biodiversité, les sols, les nappes d'eau souterraine et superficielles, et sur les personnes et biens, résultant de la pollution, bruit, vibrations, trafic et autres effets résultant de nos activités, en cohérence avec les lois et réglementations applicables dans le pays de réalisation du Marché ;
- 7.2 **mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux** lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage, et à ce que les émissions, les rejets en surface et les effluents produits par nos activités respectent les limites, les spécifications ou les prescriptions applicables au Marché ;
- 7.3 respecter les droits des travailleurs relatifs aux salaires, horaires de travail, repos et vacances, heures supplémentaires, âge minimum, paiements réguliers, compensations et bénéfices conformément aux normes reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles **figurent les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail (OIT)**, en cohérence avec les lois et réglementations applicables au pays de réalisation du Marché ; indiquer ces éléments dans un document annexé aux contrats de travail de nos employés et à la disposition du Maître d'Ouvrage ; et respecter et faciliter les droits des travailleurs pour **s'organiser et mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes pour les travailleurs** directs ou indirects.

² À titre informatif, cette politique est accessible via le lien suivant : <https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption>



- 7.4 mettre en place des pratiques de non discrimination et d'égalité d'opportunités et à assurer l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé.
- 7.5 maintenir un dossier pour chaque membre du personnel local consignant les données relatives aux personnes travaillées par chaque personne, le type de travail, les salaires payés et les formations reçues et à ce que ces dossiers soient disponibles en tout temps afin qu'ils puissent être examinés par le Maître d'Ouvrage et les représentants autorisés du gouvernement, dans le respect des lois et réglementations applicables à la protection des données personnelles dans le pays de réalisation du Marché.

8. Nous-mêmes, quiconque agissant en notre nomⁱⁱ, les membres de notre groupement, nos sous-traitants, nos actionnaires directs ou indirects, et nos filiales, autorisons l'AFD à mener des investigations, et notamment à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché, y compris, mais sans s'y limiter, nos processus et procédures internes liés au respect des sanctions internationales prononcées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, et de les faire vérifier par des auditeurs désignés par l'AFD.
9. Nous déclarons que nous avons payé, ou que nous paierons, des commissions, avantages, honoraires, gratifications ou frais en rapport avec la procédure de passation du Marché ou de l'exécution du Marché au profit de la/des tierce(s) personne(s) suivante(s) (comme par exemple un intermédiaire/agent)(*) :

Nom du bénéficiaire	Coordonnées	Motif	Montant (Préciser la devise)
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

(*) : Si aucune somme n'a été payée ou ne doit être payée, indiquer "Aucune".

10. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom deⁱⁱⁱ : _____

Signature : _____

En date du : _____

ⁱⁱ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, du consultant ou du candidat joindra à celle-ci le pouvoir qui lui est confié par ledit soumissionnaire, consultant ou candidat.



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
consultants - Call for Expressions of Interest

MINISTRY OF HOUSING AND URBAN DEVELOPMENT
BAMENDA CITY COUNCIL
C2D PROGRAM «REGIONAL CAPITALS 2»
LOCAL COORDINATION UNIT



Notice of Expression of Interest

No. 001 /EOI/BCC/C2D-CR/LCU/2024 of the 13 FEB 2024

For the complete project management of the construction and rehabilitation projects of local sports facilities in the city of Bamenda within the framework of the Regional Capitals Sport Program "SPORCAP"

A. Purpose of the Call for Expressions of Interest

The Mayor of the Bamenda City Council has received funding from the French Development Agency (AFD), and intends to use part of the amount thereof to make payments under the project for the construction and rehabilitation of local sports facilities (SPORCAP).

The SPORCAP project aims to make sport accessible to all by building local sports infrastructure in Bafoussam, Bamenda, Bertoua, Garoua, and Maroua, and by strengthening the capacities of Cameroonian sports stakeholders.

The project has 3 main components grouping the following interventions:

- Component 1: Urban development for young people through sports facilities**
 - Creation/rehabilitation of local sports facilities (including related developments);
 - Definition of the methods of management, maintenance, and animation of future infrastructures.
- Component 2: Establishment of a Capacity Building Programme for Cameroonian Sports Stakeholders**
 - Support for Cameroonian sports stakeholders, particularly in the animation of sports facilities (training and capacity building);
 - Support for the implementation of Cameroon's public policy on sport for all.
- Component 3: cross-cutting component of management, project management and capacity building of the project owner**
 - Support on management for the two components (sports equipment and capacity building of Cameroonian sports stakeholders);
 - Capacity building of the actors in charge of project management.

B. Consistency of services

The purpose of the Candidate's Services will be the complete project management in a single lot of the construction and rehabilitation projects of the following local sports facilities:

Project intervention sites	Target cost (FCFA - TTC)
Parcours Vita - Bamenda	463 000 000
Nibung Mile 4 - Bamenda	305 000 000
Government School Station	218 000 000
Total	986 000 000

The services cover all of the above sites, and include two (02) Phases:



- **Fixed phase covering the final program and technical studies and comprising:**
 - The development of a detailed program for each sports infrastructure site: based on the conclusions of the feasibility study, the production of a programme integrating functional, managerial, architectural and technical requirements and expectations.
 - Carrying out technical, summary and detailed studies of the projects relating to the implementation of the sports infrastructures described and validated in the above-mentioned programme. These studies will have to cover all the developments provided for by the programme: the development of the sites, the construction of the fields (football, handball, basketball, volleyball), the construction of the stands, the clay athletics tracks, the rehabilitation of gymnasiums, indoor combat sports facilities, brick/concrete changing rooms and toilets, solar lampposts, tree planting, landscaping, etc.). The design studies of sports infrastructures will have to take into account the orientations of the SPORCAP Project in terms of landscape integration issues, climate change, social impact and the fight against access and gender inequalities. The conclusions/recommendations of the gender support and the contributions of the SPORCAP component 2 operator will have to be taken into account by the full project managers in the design of sports infrastructures.
 - Carrying out environmental and social impact assessments of said projects, including the corresponding management documents and socio-economic studies. It is expected that environmental and social impact notices (ESIs) will be drawn up for each sports facility (sub-project) or group of sports equipment. The ESNs will also include an Environmental and Social Management Plan (ESMP). This will be done in accordance with the National Environmental and Social Assessment Framework.
 - The preparation of tender documents for the works contracts to enable the works to be carried out, and the assistance to the contracting authority in the selection and contracting process of the companies, in particular by analyzing the bids, supporting requests for clarification, etc.
- **Conditional phase relating to the control and supervision of the said works and comprising:**
 - Visa and validation of studies and technical provisions (VISA).
 - The Supervision and control of the execution of the works, including the scheduling, management and coordination of the sites.
 - Monitoring the implementation of the ESMP-Works by the Companies.
 - Assistance with Acceptance Operations (AAO) and monitoring of the works during the guarantee period for perfect completion of the work.

The Consultants' attention is drawn to the fact that the strengthening of the Conditional phase is subject to the successful completion of the fixed phase.

C. Financing

The services will be financed by the French Development Agency (AFD) within the framework of the CCM 1819 agreement of the SPORCAP project.

However, this agreement has not yet been signed but will have to be signed before the launching of the restricted call to tenders.

D. Execution Duration

The maximum deadlines set by the Client for the performance of the services are:

- **Nine (09) months** for the fixed phase (including time required for the review and approval of submitted documents)
- **Twenty-four (24) months** for the conditional phase (including time required for withdrawal, site reclamation and production of the verification file)
- **Twelve (12) months** for the guarantee period of the works



The duration of the award of the works contracts is estimated at **eight (08) months**.

E. Candidates Allowed to Compete

The Mayor of the Bamenda City Council invites Applicants to express their interest in providing the Services described above.

This Call for Expressions of Interest is addressed to Design Offices.

The eligibility criteria for AFD financing are specified in Article 1.3 of the "Guidelines for the Procurement of Contracts financed by AFD in foreign States", available online on the AFD website: <http://www.afd.fr>.

Candidates may only submit one application in their name or as part of a Group. If an Applicant (including a member of a Group) submits or participates in more than one application, these will be disqualified. On the other hand, the same Subcontractor may participate in several applications.

If the Candidate is constituted as a Group, the Expression of Interest must include:

- a copy of the Grouping agreement entered into by all its members,
- or
- a letter of intent to form a Group, signed by all its members and accompanied by a copy of the proposed Grouping Agreement.

In the absence of this document, the other members will be considered as Subcontractors.

F. Criteria for the evaluation of applications

The references and qualifications of the Subcontractors are not taken into account in the evaluation of applications.

Interested Candidates must provide information demonstrating that they are qualified and experienced to perform these Services. As such, they will have to prove that they have references of recent and similar services.

The similarity of the references will be analysed based on:

- The size of the contract;
- The nature of the Services:
 - o Detailed technical studies
 - o Advice on sports programming and management of sports equipment for all levels
 - o Site supervision with monitoring of ESMP-Works
- Field and technical expertise: intellectual services in infrastructure works;
- Geographical context: in sub-Saharan Africa.

The Client will also review the suitability of the Expressions of Interest in light of the following criteria:

- In-house skills and availability for technical support to in-country experts;
- Local correspondents/partners;

Due to the security risk in the areas where the Services are to be carried out, the evaluation of Expressions of Interest will verify that applications meet the following criteria:

- The Candidate has at least experience of providing services in areas with a similar security risk, for which he/she will provide proof of implementation of security measures (invoice or contract with security provider, proof of security awareness before departure on site, etc.);
- The Candidate has internal security management procedures: it will provide a description of its monitoring system and its crisis management system.

Selection of Consultants - Call for Expressions of Interest



- For services provided abroad, the Candidate has a contract for the assistance and repatriation of his employees: he will provide the certificate justifying it.
- The Candidate will describe his/her standard process of preparation for departure on a mission in sensitive areas, and will attach supporting documents of its implementation (mission orders with associated instructions, certificates of awareness-raising or training actions, etc.)

In the event of a Joint Venture, its representative as well as any member having its registered office outside the Client's country must meet each of these criteria.

An application that does not meet any of these requirements will be rejected.

G. Results of the Call for Expressions of Interest

The Mayor of the Bamenda city Council will draw up a shortlist of up to six (6) Candidates, pre-selected on the basis of the applications received, to whom he will send the Request for Proposals for the performance of the required Services.

The Request for Proposal is expected to be sent in **March 2024** and will serve as the outcome of this Expression of Interest Notice. The actual services are expected to start in the second quarter of 2024.

H. Submission of Expression of Interest Files

Expressions of Interest, written in English or French in four (04) copies, one (01) original and three (03) copies marked as such and one (01) digital copy must be submitted to the address below:

Bamenda City Council

Office of the Mayor

Telephone:

Applications must be received no later than 14 May 2024 (21 days after publication), with the following words:

Notice of Expression of Interest

No..... of the.....

For the complete project management of the construction and rehabilitation projects of local sports facilities in the city of Bamenda within the framework of the Regional Capitals Sport Program "SPORCAP"

Interested Candidates can obtain additional information during business hours at the address mentioned below:

Bamenda City Council

Local Coordination Unit of the C2D-Urban Program

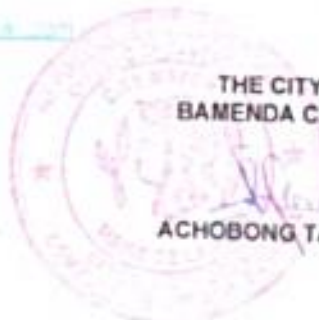
Telephone: +237 677637166

Email: coordination@bamendacitycouncil.cm and info@bamendacitycouncil.cm

Copy:

- MINMAP
- BCC/ITB
- Bamenda City Council
- CCU
- PCRB
- AFD
- SOPECAM, for publication;
- Notice board

THE CITY MAYOR,
BAMENDA CITY COUNCIL



ACHOBONG TAMBENG Paul



**Annex to the Expression of Interest
(To be provided signed with the application, without modification of the text)
Statement of Integrity, Eligibility, and Environmental and Social Responsibility**

Title of Signed Offer/Proposal/Contract¹ _____ (the "Contract")

Has: _____ (the "Owner")

1. We acknowledge and accept that the Agence Française de Développement (the "AFD") only finances the Client's projects on its own terms and conditions which are determined by the Financing Agreement that binds it directly or indirectly to the Client. The Employer retains sole responsibility for the preparation and implementation of the Procurement Process and its execution. As a result, there can be no legal relationship between AFD and our company, our group, and our subcontractors. Depending on whether it is a Contract for works, supplies, equipment, intellectual services (consultants) or other services, the Contracting Authority may also be referred to as Client, Contractor or Buyer.
2. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf, nor² any of our affiliates, nor any of our subcontractors, are in any of the following cases:
 - 2.1 Be in the state of bankruptcy, liquidation, judicial settlement, safeguard, cessation of activity, or be in any similar situation resulting from proceedings of the same nature;
 - 2.2 Have been the subject, for less than five years, of a final administrative sanction, a final conviction pronounced by a competent authority, or any other resolution outside of trial³ having in particular an extinctive effect of public action, either (i) in the country in which we are established, (ii) in the country where the Contract is awarded, (iii) in the context of the award or performance of a contract financed by AFD, (iv) pronounced by a European Union institution or (v) pronounced by a competent authority in France, for:
 - a) Prohibited Practices, as defined in Article 6.1 below, or for any offense committed in the context of the award or performance of a contract (in the event of such a sanction, conviction, or resolution out of court, we have the possibility of attaching additional information to this Statement of Integrity, such as a compliance program, to justify why we (or the person acting on our behalf, the member of our group, or our subcontractor) consider that the sanction, conviction or rescission is not relevant in the context of the Contract, if applicable);
 - b) participation in a criminal organization, terrorist offenses or offences related to terrorist activities, child labour, or other offenses related to trafficking in human beings;
 - c) have established an entity in a different jurisdiction with the intention of evading tax, social security or any other applicable legal obligations in the jurisdiction in which its registered office, central government or principal place of business is located or (ii) for being an entity created to evade such obligations;
 - 2.3 Have been the subject of a termination pronounced at its sole fault during the last five years due to a serious or persistent breach of its contractual obligations during the performance of a contract, provided that this termination has not been the subject of a dispute on its part that is currently being processed or that has given rise to a court decision reversing the termination at its sole fault;

¹ In the case of a contract that has already been signed, it needs to be refinanced.

² Officers (including, but not limited to, any person who is a member of the administrative, management or supervisory body or who has powers of representation, decision or control), employees or agents (whether declared or not).

³ These include Judicial Public Interest Agreements (CJIP), decisions following a Prior Plea Plea (CRPC), negotiated resolution agreements or any other similar form of settlement that ends prosecutions.

Selection of Consultants - Call for Expressions of Interest



- 2.4 Be subject to a measure of ineligibility taken by one of the multilateral development banks signatories to the Mutual Recognition Agreement of 9 April 2010⁴ (in the event of such an ineligibility measure, we may attach to this Statement of Integrity the additional information that would allow us to consider that this measure of ineligibility is not relevant in the context of the Contract), if applicable;
- 2.5 Have not fulfilled our obligations relating to the payment of taxes or social security contributions according to the legal provisions of our country of establishment, or those of the country of the Client;
- 2.6 Have produced false documents or have been guilty of false declaration(s) by providing the information required by the Employer as part of this Procurement and Award Process.
3. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of our affiliates, nor any of our subcontractors, nor our direct or indirect shareholders, nor our subsidiaries, acting with our knowledge or consent:
 1. is directly or indirectly targeted, controlled by a person or entity targeted, or acts in the name or on behalf of a person or entity subject to individual sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
 2. is directly or indirectly targeted, controlled by, or acting in the name or on behalf of, a person or entity subject to sectoral sanctions measures adopted by the United Nations, the European Union and/or France;
 3. is ineligible for the implementation of the project due to any other international sanctions measure imposed by the United Nations, the European Union or France.
4. We certify that neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of our members of our consortium, nor any of our subcontractors, are (nor have been (in the case of refinancing of a contract already awarded)) in any of the following conflict of interest situations:
 - 4.1 Be a controlling shareholder of the Employer or a subsidiary controlled by the Employer, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
 - 4.2 Have business or family relations with a member of the Employer's departments involved in the procurement process or the supervision of the resulting Contract, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction;
 - 4.3 Control or be controlled by another applicant, bidder or consultant, be under the control of the same company as another applicant, bidder or consultant, receive from another applicant, bidder or consultant or award to another candidate, bidder or consultant directly or indirectly grants, have the same legal representative as another applicant, bidder or consultant, directly or indirectly maintain contacts with another candidate, tenderer or consultant allowing us to (i) have given, and/or give access to information contained in our respective applications, tenders or proposals likely to distort competition, (ii) influence them, or (iii) influence the decisions of the Employer;
 - 4.4 Be engaged for an intellectual services mission which, by its nature, is or could be incompatible with the mission envisaged on behalf of the Client;
 - 4.5 Have prepared yourself, be or have been associated with a natural or legal person who has prepared specifications, terms of reference and other documents that have been used in the context of the award procedure for this Contract, and which contain provisions likely to favour a bid, tender or proposal;
 - 4.6 Have access or have had access, have prepared oneself, be or have been associated with a natural or legal person who has accessed, had access to, or prepared specifications, plans, calculations, studies and other documents which have not been communicated to all candidates, tenderers or consultants in connection with this Procurement, and which thereby confer an undue competitive advantage;

⁴ World Bank, Inter-American Development Bank, African Development Bank, Asian Development Bank and European Bank for Reconstruction and Development.

Selection of Consultants - Call for Expressions of Interest



- 4.7 In the case of a procedure for the award of a Contract for works, equipment or supplies, to be recruited or required to be recruited (or that one of the companies with which we are affiliated is, or is to be), to carry out the supervision or control of the services under the Contract.
5. If we are a public institution or a public company, in order to participate in a competitive tendering procedure, we certify that we enjoy legal and financial autonomy and that we are managed according to the rules of commercial law.
6. In connection with the award and performance of the Contract:
- 6.1 Neither we, nor anyone acting on our behalf², nor any of the members of our group, nor any of our subcontractors, have committed or will commit any Prohibited Practice as defined in the document entitled "General policy of the AFD Group on the prevention and fight against Prohibited Practices", available on the AFD website³.
- 6.2 Neither we, nor anyone acting on our behalf² nor any of our affiliates, nor any of our subcontractors, will acquire or supply [have acquired or supplied (in the case of refinancing of a contract that has already been awarded)] equipment or intervene [did not intervene (in the case of refinancing of a contract that has already been awarded)] in sectors embargoed by the United Nations, the European Union or France.
7. We are committed to, and we are committed to, anyone acting on our behalf², any member of our group, any subcontractor to:
- 7.1 comply with environmental standards recognised by the international community, including international conventions for the protection of the environment, and in particular to take all reasonable measures to avoid or limit adverse effects on vegetation, biodiversity, soil, groundwater and surface water, and on persons and property, resulting from pollution, noise, vibration, traffic and other effects resulting from our activities, in accordance with the laws and regulations applicable in the country where the Contract is performed.
- 7.2 implement environmental and social risk mitigation measures where indicated in the environmental and social management plan provided by the Employer, and that emissions, surface discharges and effluents produced by our activities comply with the limits, specifications or requirements applicable to the Contract.
- 7.3 respect workers' rights in relation to wages, working hours, rest and vacation, overtime, minimum age, regular payments, compensation and benefits in accordance with internationally recognized standards, including the fundamental conventions of the International Labour Organization (ILO), in accordance with the laws and regulations applicable to the country where the Contract is performed; indicate these elements in a document annexed to the employment contracts of our employees and available to the Employer; and respect and facilitate workers' rights to organize and establish a complaints mechanism for direct or indirect workers.
- 7.4 establish practices of non-discrimination and equal opportunity, and ensure the prohibition of child labour and forced labour.
- 7.5 maintain a record for each local staff member recording the hours worked by each person, the type of work, wages paid and training completed, and that these records are available at all times so that they can be reviewed by the Employer and authorized government officials, in compliance with the laws and regulations applicable to the protection of personal data in the country where the Contract is performed.
8. We, anyone acting on our behalf², the members of our group, our subcontractors, our direct or indirect shareholders, and our subsidiaries, authorise AFD to conduct investigations, and in particular to examine the accounting documents and vouchers relating to the award and performance of the Contract, including, but not limited to, our internal processes and procedures related to compliance with international sanctions imposed by the United Nations, the European Union and/or France, and to have them verified by auditors appointed by AFD.
9. We declare that we have paid, or will pay, any commissions, benefits, fees, gratuities or charges in connection with the procurement process or the performance of the Contract to the following third person(s) (such as an intermediary/agent)(^{*}):

³ For information purposes, this policy can be accessed via the following link: <https://www.afd.fr/fr/lutte-contre-la-corruption>

Selection of Consultants - Call for Expressions of Interest



Name of Beneficiary	Coordinates	Motive	Amount (Specify currency)

(*): If no amount has been paid or is to be paid, indicate "None".

10. We undertake to communicate without delay to the Employer, who will inform AFD, any change in situation with regard to the foregoing points, including in the event of any sanction or embargo measure adopted by the United Nations, the European Union and/or France following our signature of this Declaration.

Name: _____ Insofar as: _____
 Duly authorized to sign for and on behalf of⁶: _____
 Signature: _____
 As of: _____

⁶ In the case of a grouping, enter the name of the grouping. The person signing the bid, proposal or application on behalf of the bidder, consultant or candidate shall attach to the bidder, proposal or application the authority assigned to him or her by the bidder, consultant or candidate.